

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Régime indemnitaire des agents municipaux

Serge FLEURENCE rapporte :

En application de l'article 88 modifié de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, afin de procéder aux ajustements marginaux liés à l'évolution des textes et de prendre en compte la situation particulière des agents relevant de la filière sécurité, il est nécessaire de procéder à la marge à la modification de la délibération du 17 décembre 2012, portant retranscription du régime indemnitaire des agents de la ville de Montpellier.

En conséquence et pour conserver un document unique, la présente délibération, après avis du CTP du 13 décembre 2013, annule et remplace celle du 17 décembre 2012.

Les modalités servant de base aux arrêtés individuels d'attribution sont définies de la manière suivante:

Conditions générales d'application

Sont concernés par le versement du régime indemnitaire, les personnels en position d'activité au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail :

Stagiaire

Titulaire

Non-titulaire

Assise réglementaire du régime indemnitaire : L'assise réglementaire fonde le régime indemnitaire et permet le versement des indemnités présentées ci-dessous par filière et par grade

Filière administrative :

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

Administrateur hors classe

Administrateur

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR

Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des attachés territoriaux :

Directeur territorial

Attaché principal

Attaché

Prime de fonctions et de résultats (PFR)

Décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à la PFR

Part résultat : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux :

Rédacteur principal 1 CL

Rédacteur principal 2 CL

Rédacteur

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur à partir du 6^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et rédacteur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : rédacteur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et rédacteur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois adjoints administratifs territoriaux :

Adjoint administratif 2 CL

Adjoint administratif 1 CL

Adjoint administratif principal 2 CL

Adjoint administratif principal 1 CL

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière technique :

Grades des ingénieurs en chef de classe normale et exceptionnelle :

Indemnité de performance et de fonctions (IPF)

Décret 2010-1705 du 30 décembre 2010

Répartition individuelle :

Part fonction : cf. chapitre consacré à l'IPF

Part performance : de 0 à 6 en fonction de l'évaluation de la manière de servir

Grades des ingénieurs et des ingénieurs principaux

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 122.5% du taux moyen pour les ingénieurs principaux et 115% pour les ingénieurs, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux :

Prime de service et de rendement :

Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009

Répartition individuelle : plafond individuel du double du montant de référence, et dans la limite du crédit global

Indemnité spécifique de service :

Décret 2003-799 du 25 août 2003.

Répartition individuelle : plafond individuel de 110% du taux moyen, et dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfetures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière médico-sociale :

Cadre d'emplois des médecins territoriaux :

Médecin hors classe

Médecin 2 CL

Médecin 1 CL

Indemnité spéciale des médecins

Décret n°73-964 du 11 octobre 1973

Répartition individuelle : plafond individuel égal au taux moyen majoré de 100% et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Indemnité de technicité des médecins

Décret 91-657 du 15 juillet 1991

Répartition individuelle : plafond individuel égal au double du taux moyen et montant versé dans la limite du crédit global et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des psychologues territoriaux :

Psychologue hors classe

Psychologue classe normale

Indemnité de risques et de sujétions spéciales :

Décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006

Répartition individuelle : plafond individuel de 150% du montant de référence, conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des vétérinaires :

Indemnité spéciale de sujétions :

Décret 2000-240 du 13 mars 2000

Le montant maximum ne peut excéder le triple du taux moyen

Prime de service et de rendement :

Décret 70-354 du 21 avril 1970

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Répartition individuelle : ne peut excéder le double du taux moyen fixé pour le grade

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1105 du 30 août 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement – réservée aux puéricultrices remplissant la fonction de directrice de crèche:

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€.

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Prime spéciale de début de carrière- réservée aux puéricultrices de classe normale relevant des 1^{er} et 2^{ème} échelons :

Arrêté du 20 avril 2001

Montant mensuel de 38,35 euros

Cadre d'emplois des puéricultrices cadres de santé territoriales :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime d'encadrement

Décret n° 92-4 du 2 janvier 1992 modifié

Montant mensuel forfaitaire de 91,22€ pour les puéricultrices cadres de santé et 167.45€ pour les puéricultrices cadres supérieur de santé

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Cadre d'emplois des rééducateurs territoriaux :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1105 du 30 août 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 6 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Indemnité d'exercice de missions des préfectures :

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants territoriaux :

Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires :

Décret 2002-1443 du 9 décembre 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 1 à 5 appliqué au taux de référence, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des moniteurs-éducateurs territoriaux :

Prime de service :

Décret 68-929 du 24 octobre 1968.

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Cadre d'emplois des infirmiers :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime spécifique :

Décret 88-1083 du 30 novembre 1988

Montant mensuel forfaitaire de 90€

Prime spéciale de début de carrière- réservée aux infirmiers de classe normale relevant des 1^{er} et 2^{ème} échelons :

Arrêté du 20 avril 2001

Montant mensuel de 38,35 euros

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux :

Prime de service :

Arrêté du 24 mars 1967

Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17% du traitement brut, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret n°90-693 du 1^{er} août 1990

Répartition individuelle = 13/1900 du traitement indiciaire majoré + indemnité de résidence

Prime spéciale de sujétions :

Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

Arrêté d 23 avril 1975

Arrêté du 6 septembre 1991

Calculée sur la bas d'un taux égal à 10% du traitement brut (non compris l'indemnité de résidence)

Prime forfaitaire des auxiliaires de puériculture

Décret 98-1057 du 16 novembre 1998 modifié

Arrêté du 23 avril 1975

Montant forfaitaire de 15.24€

Cadre d'emplois des ASEM territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière culturelle :

Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine territoriaux :

Indemnité scientifique des personnels de la conservation du patrimoine :

Décret 90-409 du 16 mai 1990 et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : plafond annuel de 9487€ pour les conservateurs en chef et de 7905€ pour les conservateurs, dans la limite du crédit global

Indemnité de sujétions spéciales :

Décret 90-601 du 11 juillet 1990, et arrêté ministériel du 26 décembre 2000.

Répartition individuelle : dans la limite des montants maximums fixés pour chaque catégorie

Cadre d'emplois des attachés de conservation territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de référence de la 2^{ème} catégorie

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : assistant de conservation du 1^{er} au 5^{ème} échelon et assistant principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient de 0 à 8 appliqué au montant de la 3^{ème} catégorie

Sont concernés : assistant de conservation principal 1 CL, principal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon, et assistant à partir du 6^{ème} échelon

Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Prime de sujétions spéciales des personnels de surveillance et d'accueil

Décret 91-875 du 6 septembre 1991 modifié

Arrêté ministériel du 24 août 1999

Répartition individuelle : montants annuels de référence par grade fixés par arrêté

Filière sportive :

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des APS:

Indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

Application du décret 2004-1055 du 1^{er} octobre 2004

Répartition individuelle : dans la limite de 120% du taux de référence

Cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur à partir du 6^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et éducateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : éducateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et éducateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière animation

Cadre d'emplois des animateurs territoriaux :

Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Décret 2002-63 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret
Sont concernés : animateur à partir du 6^{ème} échelon et animateur principal 2 CL à partir du 5^{ème} échelon et animateur principal 1 CL.

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Sont concernés : animateur du 1^{er} au 5^{ème} échelon et animateur principal 2 CL du 1^{er} au 4^{ème} échelon

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux :

Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002.

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité d'exercice de mission des préfetures (IEMP)

Décret 97-1223 du 26 décembre 1997.

Répartition individuelle coefficient mini-maxi de 0 à 3, dans la limite du crédit global, et conformément aux dispositions du décret.

Filière Sécurité :

Cadre d'emploi des directeurs de police municipale :

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 2006-1397 du 17 novembre 2006

Part fixe annuelle et part variable dans la limite de 25 % du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.

Cadre d'emplois des Chefs de service de Police Municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Arrêté du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Grades concernés : chef de service de police municipale, chef de service de police municipale principal 2ème classe, chef de service de police municipale principal 1ère classe

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Répartition individuelle : dans la limite des plafonds

soit 22% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM du 1er au 5ème échelon et pour les chefs de service de PM pal 2 CL du 1er au 4ème échelon

soit 30% du traitement indiciaire majoré pour les chefs de service de PM à compter du 6^{ème} échelon, les chefs de service de PM pal 2 CL à compter du 5^{ème} échelon et les chefs de service de PM pal 1 CL

Cadre d'emplois agents de police municipale

Indemnité d'administration et de technicité :

Décret 91-875 du 6 septembre 1991

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Décret 2000-45 du 20 janvier 2000

Décret 2002-61 du 14 janvier 2002

Arrêté du 14 janvier 2002

Répartition individuelle : coefficient mini-maxi de 0 à 8 conformément aux dispositions du décret

Indemnité spéciale mensuelle de fonction

Décret 97-702 du 31 mai 1997

Répartition individuelle : dans la limite du plafond de 20% du traitement indiciaire majoré

Application de la PFR – Prime de Fonctions et de Résultats

La PFR se décompose en deux parts :

Une part fonction

Une part résultats

Les coefficients de résultats peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.
Les coefficients de la PFR sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	Coef fonction	Coef résultat
ADMINISTRATEUR		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION/RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
CHARGE DE MISSION/RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
ATTACHE		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
ATTACHE PRINCIPAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6
DIRECTEUR TERRITORIAL		
Expertise	6	de 0 à 6
DIRECTEUR	5	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	3	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	3	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	2	de 0 à 6
FCE	1,5	de 0 à 6

Les coefficients de fonctions peuvent faire l'objet d'une attribution individualisée.

Application de l'IPF – Indemnité de Performance et de Fonctions

L'IPF se décompose en deux parts :

Une part fonction

Une part performance

Les coefficients de performance peuvent varier de 0 à 6, au regard de l'évaluation de la manière de servir.

Les coefficients de l'IPF sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

GRADES CONCERNES ET FONCTIONS	Coef fonction	Coef performance
INGENIEUR EN CHEF CL NORMALE		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6
INGENIEUR CHEF CLASSE EXCEPT		
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	6	de 0 à 6
DIRECT. GEN. DELEGUE EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT	5	de 0 à 6
DIRECTEUR GENERAL ADJ. SERVICES	4	de 0 à 6
DIRECTEUR	3	de 0 à 6
DIRECT. ADJOINT	2	de 0 à 6
RESPONSABLE DE SERVICE	2	de 0 à 6
RESPONSABLE SERVICE ADJOINT	1,5	de 0 à 6

Les coefficients de fonctions peuvent faire l'objet d'une attribution individualisée.

Les primes liées à des sujétions ou fonctions

Pour un grade donné, il peut y avoir compte tenu des compétences requises pour l'exercice des fonctions sur certains postes et des responsabilités conséquentes, ou des sujétions attachées, différents niveaux de régime indemnitaire.

Les fonctions d'encadrement

Font l'objet d'une majoration spécifique les missions d'encadrement attachées aux fonctions de Directeur, Directeur adjoint, Chef de Service ou d'adjoint au Chef de Service, selon des taux variables et toujours dans la limite des montants maxima, à titre individuel et au titre du crédit global quand cela s'applique, dans le cadre des différentes indemnités et primes payées aux agents de l'État.

Font également l'objet d'une majoration les fonctions d'encadrement suivantes :

- surveillant de travaux, contremaître et contremaître adjoint pour le cadre d'emplois des agents de maîtrise
- état major ou d'encadrement d'équipe pour les cadres d'emplois de chef de service et d'agent de police municipale
- directrice ou coordinatrice de crèche pour le cadre d'emplois des puéricultrices

Des majorations sont également prévues pour les sujétions métiers suivantes :

Sujétion/fonction	Grades concernés	Montant brut qui sera exprimé en coefficient d'IAT
Dimanche travaillé Gardien de gymnase Accueil et surveillance du service lieu d'art et d'histoire Soigneur et garde du parc zoologique CSU Toilettes publiques Agent des cimetières Projectionniste Nestor Burma	Tous les grades de la catégorie C	100€ par dimanche ou jour férié travaillé
Soigneurs	Tous les grades de catégorie C	50€
Animateur permanent en maison pour tous	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	80€
Animateur permanent en maison pour tous ayant réalisé 3 soirées dans le mois	Tous les grades du cadre d'emplois des adjoints d'animation	50€
chef de service dont le grade n'intègre pas la majoration fonction (hors cadres d'emploi de rédacteur, conseiller des APS, et grades d'ingénieurs et ingénieurs et ingénieurs principaux auxquels s'appliquent les dispositions « fonctions d'encadrement »	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	70€
Chef de service adjoint dont le grade n'intègre pas la majoration fonction	Tous les grades concernés, dans la limite des butoirs individuels	30€
Encadrant des activités sportives de plein air	Tous les grades du cadre d'emplois d'opérateur des APS et d'adjoints d'animation	Ecart entre le RI détenu par l'agent et le RI attribué aux éducateurs des activités physiques et sportives exerçant les mêmes fonctions

Les clauses de sauvegarde/maintien des avantages acquis collectivement

Il est rappelé qu'en complément à ce régime indemnitaire est attribuée aux agents mensualisés tels que définis ci-dessus, et aux assistantes maternelles, une prime annuelle instituée à la Ville de Montpellier avant le 27 janvier 1984, maintenue en application des dispositions de l'article 111 de loi du 25 janvier 1984 au titre des avantages acquis collectivement. Les sommes affectées à cette prime sont votées chaque année dans le cadre du budget primitif. Le montant peut être revalorisé en fonction de l'évolution de la valeur du point. Le montant est calculé au prorata du taux d'emploi et de la période d'activité.

En complément de ce régime indemnitaire, seront attribuées les primes et indemnités liées à des sujétions particulières sur productions d'états justificatifs.

Les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, conserveront le bénéfice à titre personnel du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions antérieures modifiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces nouvelles dispositions concernant le régime indemnitaire des agents de la Ville de Montpellier. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows a circular official seal of the 'MAIRIE DE MONTPELLIER' with a central emblem. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013